

pour cent des suffrages exprimés contre 12.53 pour cent pour le Parti communiste, en est sorti grand vainqueur. Pour certains, l'affaire était définitivement réglée: le Peuple portugais avait rendu son verdict.

Pourtant, certaines propagandes extrêmement bien ajustées n'ont pas réussi à jeter totalement le voile sur la signification profonde de ces élections qui, par ailleurs, se sont déroulées dans un climat d'honnêteté et de probité souligné par tous les partis en cause. On oublie, en effet, de rappeler que les élections d'avril 1975 ont été tenues dans le but — et le seul — de choisir les membres d'une Assemblée constituante et non pour mettre sur pied une Assemblée Législative débouchant sur la formation d'un gouvernement. De plus, dans la foulée des événements du 11 mars 1975 qui conduisirent l'ancien président de la République, le général de Spínola et certains de ses partisans à gagner l'exil et exclurent le CDS de la carte électorale, les dirigeants du MFA et le cinquième gouvernement provisoire dirigé par le général Vasco Gonçalves avaient exigé et obtenu de tous les mouvements politiques engagés dans la bataille électorale leur accord à une plate-forme politique.

Entre autres choses, cette plate-forme accordait aux militaires du MFA un droit de veto, d'une durée de trois à cinq ans, sur le choix des personnalités devant occuper le fauteuil présidentiel et le poste de premier ministre, et un droit de regard sur l'évolution politique au Portugal.

Incontestablement cette manœuvre du MFA, si elle permettait aux militaires de garder la main haute sur la situation, faisait surtout l'affaire du Parti communiste qui, dès le début de cette aventure, par suite de sa meilleure organisation, avait choisi d'épouser sans restriction la cause des officiers les plus engagés politiquement. Cette stratégie, à court terme, devait se révéler payante et désastreuse à la fois.

Influence du Parti communiste

Car, jusqu'à la chute du gouvernement Gonçalves, le Parti communiste se vit accorder une influence politique démesurée par rapport à son implantation populaire. Mais, par contre, cette démesure, très manifeste dans le contrôle des organes d'information de la capitale, fut au centre de l'offensive menée par le Parti socialiste et les forces de droite pour mettre un terme à ce qu'ils appelaient «le projet du Parti communiste d'instaurer une dictature au Portugal». D'ailleurs c'est l'épisode du «Républica» qui enclencha la manœuvre victorieuse contre le général Gonçalves.

On connaît les faits. *República*, journal à direction socialiste qui prit des risques énormes sous la dictature fasciste, ne cessa, dès la proclamation des résultats électoraux, de mener une lutte ouverte contre le gouvernement de coalition du général Gonçalves. La dissension éclata au sein du journal. Les typographes, d'obédience communiste, réclamèrent le droit de discuter et même de remettre en question la politique éditoriale de la direction du journal. Le refus de Raul Rego, rédacteur en chef du journal et membre du comité directeur du Parti socialiste, entraîna une lutte ouverte. Le journal fut pris en charge par les typographes et la direction expulsée.

S'appuyant sur ce qu'il appelait une «violation caractérisée de la liberté de la presse», par suite de la décision du Conseil de la Révolution de nommer une commission administrative militaire à la tête du journal pour régler le conflit — il est vrai, au profit des typographes —, Mario Soarès quitta le gouvernement.

En fait, cette affaire du *República*, après la main-mise du Parti communiste sur «l'Inter-Syndicale» avec l'aval de certains groupes militaires, mit surtout le feu aux poudres. Mais derrière cette décision du Parti socialiste, il y avait surtout la menace de «l'institutionnalisation» des organisations populaires de base préconisée par le Mouvement des Forces armées qui ne visait autre chose qu'une transformation en profondeur des structures bourgeoises de l'appareil d'État.

Ce fameux projet «d'institutionnalisation», d'ailleurs, ne faisait aucun mystère de ses objectifs et déclarait vouloir substituer progressivement à l'armature existante un appareil de base populaire contrôlant tous les leviers du pouvoir et consacrant la prédominance des organismes populaires liés aux forces armées. En d'autres termes, le fameux slogan «Alliance MFA — Peuple», mis en avant par les bureaux de la 5^e division et les équipes de dynamisation culturelle, mettait en péril l'existence des partis, à commencer par celle du Parti socialiste.

Et ce fut la bataille, qui continue depuis. Désormais, l'armée portugaise se présente toujours comme un ensemble de factions appuyées chacune par une clientèle civile, mais cela ne correspond plus à la réalité.

Au fond, toute la question fondamentale est de savoir si la future société portugaise que, depuis le 25 avril 1974, on tente d'accoucher, peut mieux — dans la mesure où elle voudra apporter une nouvelle dimension à l'homme portugais, em-